

Message à la Nation du Président du Conseil Faure Gnassingbé

UN APPEL À LA SOLIDARITÉ ET À LA TRANSFORMATION ^{P.2}



TOGOREVEIL

Le pari d'une actualité qui réveille

TR 653 du 09 Janvier 2026



Prix: 250 FCFA / Etranger 1€



Kids Innovation Days / Noël de l'IA à Lomé

P.8&9

CONIIA ET LE TOGO PRÉPARENT LES BATISSEURS DE DEMAIN Les enfants togolais sur les traces des petits chinois



LONATO

UNE RETENUE DE 5 % ^{P.14}
DÉSORMAIS SUR LES GAINS
À PARTIR DE 500.000 FCFA

Accès à l'eau potable P.3

LE GOUVERNEMENT DÉPLOIE L'ARTILLERIE LOURDE FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Grâce présidentielle : P.3

1511 DÉTENUS RETROUVENT LA LIBERTÉ

Climat des affaires

LE TOGO DANS LE TOP 4 AFRICAIN SELON LA BANQUE MONDIALE ^{P.14}



Modernisation de l'Université de Kara : P.10

**NOUVELLES CONSTRUCTIONS AU CAMPUS NORD
REHABILITATION DES SALLES AU CAMPUS SUD**

Message à la Nation du Président du Conseil Faure Gnassingbé

UN APPEL À LA SOLIDARITÉ ET À LA TRANSFORMATION



Le Président du Conseil Faure Gnassingbé a adressé, ce mardi 30 décembre 2025, un message à la nation à l'occasion de la veille du nouvel an. Dans son discours, il a souhaité à chaque Togolaise et à chaque Togolais une année 2026 pleine de santé, de sérénité et d'espérance. Pour le Président du Conseil, l'année 2025 a été une année charnière pour le Togo, marquée par l'adoption de la Ve République et la transition vers une démocratie parlementaire. Il a salué le travail des élus et des institutions pour avoir mené cette réforme dans la paix et la dignité.

Le Président du Conseil a fixé trois priorités pour l'année 2026 : Protéger, Rassembler et Transformer. Il a expliqué que protéger signifie garantir la sécurité, la santé et le bien-être des Togolais, mais aussi investir dans l'éducation, la formation et l'emploi pour prévenir la pauvreté et l'exclusion.

Rassembler, a-t-il poursuivi, c'est renforcer l'unité nationale, promouvoir la décentralisation et encourager le dialogue entre les différentes composantes de la société togolaise.

Transformer, enfin, c'est investir dans les ressources humaines, développer les infrastructures et promouvoir l'innovation et l'entrepreneuriat pour faire du Togo un pays prospère et solidaire.

Le Président du Conseil a lancé un appel à la solidarité et à la cohésion nationale pour relever les défis de l'année à venir. Il a souligné que la paix, la stabilité et le développement du Togo dépendent de la capacité des Togolais à travailler ensemble.

Faure Gnassingbé a enfin souhaité à chaque Togolaise et à chaque Togolais une année 2026 pleine de paix, de prospérité et de bonheur. Il a demandé à Dieu de bénir le Togo et ses habitants.

Voici l'intégralité du discours

Togolaises, Togolais.

Chers Compatriotes.

En ce moment où une année s'achève et une autre s'ouvre devant nous, je veux d'abord souhaiter à chacune et chacun d'entre vous, à vos familles, à vos proches, mes vœux les plus sincères de santé, de sérénité et d'espérance.

2025 a été une année charnière pour notre pays. Nous avons connu des épreuves, des moments de doute. Mais nous avons aussi franchi une étape importante de notre vie démocratique. Togolaises, Togolais.

Chers Compatriotes.

En ce moment où une année s'achève et une autre s'ouvre devant nous, je veux d'abord souhaiter à chacune et chacun d'entre vous, à vos familles, à vos proches, mes vœux les plus sincères de santé, de sérénité et d'espérance.

2025 a été une année charnière pour notre pays. Nous avons connu des épreuves, des moments de doute. Mais nous avons aussi franchi une étape importante de notre vie démocratique. Avec l'adoption de la Ve République, notre pays est devenu une démocratie parlementaire. Cette réforme marque l'évolution la plus profonde de notre Constitution depuis plus de trente ans. Il y a quelques semaines, je me suis adressé à vos élus. Ce soir, en cette fin d'année, c'est à vous que je m'adresse, pour parler de notre chemin commun et de la direction que nous allons prendre ensemble.

Mes chers compatriotes.

Je veux vous parler de cette nouvelle République, et de ce qu'elle change concrètement dans votre vie. Ce changement n'est pas un jeu d'écriture. Ce n'est pas une affaire réservée aux juristes ou aux responsables politiques. Il concerne directement votre vie de tous les jours et la manière dont les décisions sont prises en votre nom.

Je veux saluer le travail de vos élus, les élus du peuple. Le Parlement et le Sénat ont conduit cette réforme dans la paix, la dignité, et le respect du cadre républicain. Ce choix n'a pas été imposé. Il a été voté, assumé, porté par vos représentants. Je suis conscient que certains auraient souhaité un débat public plus large. Je comprends ces attentes. Mais ce que je retiens, c'est que cette réforme a été menée dans un climat institutionnel apaisé, avec pour seule boussole l'intérêt national.

C'est une réussite en soi d'avoir conduit ce changement sans rupture. Dans une République, il y a des choses qui doivent rester stables. La continuité de l'État et des institutions est essentielle pour la paix, pour la confiance. C'est pour cela que je suis resté à la tête de l'exécutif, mais ma fonction a changé.

Le centre de gravité de notre vie politique a changé. Désormais, la politique de la Nation se décide d'abord au Parlement. Le Gouvernement est responsable devant vos élus. Quant au Sénat, il porte la voix des territoires. Les régions et les communes jouent ainsi un rôle plus important.

Certains d'entre vous se demandent si cette réforme changera vraiment quelque chose dans leur vie, si elle peut ouvrir une dynamique nouvelle pour notre pays. Je veux vous répondre clairement : la réponse est oui.

Nous allons changer de méthode, faire vivre autrement notre démocratie, ouvrir un nouveau chapitre, sans casser ce que nous avons construit. Pour cela, j'ai fixé au Gouvernement trois priorités simples : Protéger, Rassembler, Transformer.

Elles donnent un sens concret à ce changement de régime. Et elles résument, au fond, ce que je vous dois comme Président du Conseil : la sécurité, l'unité, et l'avenir.

Avec l'adoption de la Ve République, notre pays est devenu une démocratie parlementaire. Cette réforme marque l'évolution la plus profonde de notre Constitution depuis plus de trente ans.

Il y a quelques semaines, je me suis adressé à vos élus. Ce soir, en cette fin

d'année, c'est à vous que je m'adresse, pour parler de notre chemin commun et de la direction que nous allons prendre ensemble.

Mes chers compatriotes.

Je veux vous parler de cette nouvelle République, et de ce qu'elle change concrètement dans votre vie. Ce changement n'est pas un jeu d'écriture. Ce n'est pas une affaire réservée aux juristes ou aux responsables politiques. Il concerne directement votre vie de tous les jours et la manière dont les décisions sont prises en votre nom.

Je veux saluer le travail de vos élus, les élus du peuple. Le Parlement et le Sénat ont conduit cette réforme dans la paix, la dignité, et le respect du cadre républicain. Ce choix n'a pas été imposé. Il a été voté, assumé, porté par vos représentants. Je suis conscient que certains auraient souhaité un débat public plus large. Je comprends ces attentes. Mais ce que je retiens, c'est que cette réforme a été menée dans un climat institutionnel apaisé, avec pour seule boussole l'intérêt national.

C'est une réussite en soi d'avoir conduit ce changement sans rupture. Dans une République, il y a des choses qui doivent rester stables. La continuité de l'État et des institutions est essentielle pour la paix, pour la confiance. C'est pour cela que je suis resté à la tête de l'exécutif, mais ma fonction a changé.

Le centre de gravité de notre vie politique a changé. Désormais, la politique de la Nation se décide d'abord au Parlement. Le Gouvernement est responsable devant vos élus. Quant au Sénat, il porte la voix des territoires. Les régions et les communes jouent ainsi un rôle plus important.

Certains d'entre vous se demandent si cette réforme changera vraiment quelque chose dans leur vie, si elle peut ouvrir une dynamique nouvelle pour notre pays. Je veux vous répondre clairement : la réponse est oui.

Nous allons changer de méthode, faire vivre autrement notre démocratie, ouvrir un nouveau chapitre, sans casser ce que nous avons construit. Pour cela, j'ai fixé au Gouvernement trois priorités simples : Protéger, Rassembler, Transformer.

Elles donnent un sens concret à ce changement de régime. Et elles résument, au fond, ce que je vous dois comme Président du Conseil : la sécurité, l'unité, et l'avenir.

Mes chers compatriotes.

Protéger, c'est la première responsabilité d'un État. Et c'est la première mission que je me donne, et que je donne à mon Gouvernement pour 2026.

Protéger, c'est bien sûr d'abord garantir la sécurité, celle de nos familles, de nos villages et de notre territoire. Dans une région instable, nos forces de défense et de sécurité agissent avec courage et bravoure : elles protègent nos populations et tiennent nos frontières.

Je veux ce soir leur rendre hommage, ainsi qu'à tous ceux qui, chaque jour, veillent sur notre stabilité. Mais je veux aussi vous dire ceci : On ne protège pas un pays seulement avec des armes. On le protège en donnant à chacun une vie digne, en donnant une place à sa jeunesse, en évitant que la pauvreté, l'exclusion ou la colère ne deviennent des terreaux de la violence.

La sécurité vient aussi du développement. Elle vient de l'emploi. Elle vient de l'accès aux services essentiels. Elle vient d'un pays où personne ne se sent oublié.

Quand un enfant peut aller à l'école en paix, nous renforçons la sécurité. Quand une famille a accès aux soins, nous renforçons la sécurité. Quand un agriculteur peut vivre de son travail, nous renforçons la sécurité. Et quand un village a accès à l'eau, à la route, à l'électricité, nous renforçons également la sécurité.

C'est pourquoi nous poursuivrons notre stratégie globale qui associe sécurité, développement local et cohésion sociale.

Mes chers compatriotes.

Togolaises, Togolais.

Rassembler, c'est la deuxième grande priorité que j'ai fixée à notre action en 2026.

Rassembler, c'est renforcer notre unité nationale.

Et elle ne peut s'épanouir que dans l'équité territoriale.

La décentralisation n'est pas un slogan. C'est une manière de gouverner autrement, de reconnaître la diversité de nos territoires, d'aller vers ceux qui sont loin du centre ou de la capitale.

Vos élus locaux seront désormais davantage associés à l'action publique, parce qu'en 2025 nous avons renforcé les moyens d'action des collectivités et amélioré la coordination entre l'Exécutif, l'Assemblée, le Sénat et les territoires. Rassembler c'est aussi reconnaître la place de chacun et créer les conditions d'un dialogue durable entre majorité et opposition. La critique constructive et apaisée fait partie du fonctionnement normal de la démocratie. Je veux le dire clairement ce soir : l'opposition est une composante essentielle de la République. Elle a la responsabilité de questionner, d'alerter, et de proposer.

En 2026, je souhaite qu'une culture politique nouvelle s'impose : une culture politique de respect, où l'on critique les idées, mais jamais les personnes, où l'on s'oppose sans se déchirer, où l'on débat sans se détruire.

Franchissons ensemble cette étape supplémentaire vers un climat politique plus apaisé, où les désaccords s'expriment de manière constructive, sans violence ni dégradations.

Pour rassembler ainsi la Nation, il faut commencer par tendre la main, reconnaître que la paix civile ne se maintient pas seulement par la loi, mais aussi par le geste juste et par la compréhension. C'est dans cet esprit d'apaisement que j'ai demandé au Ministre de la Justice d'exécuter les décisions de grâce et de clémence que nous avons prises lors du dernier conseil des ministres. Il ne s'agit ni d'impunité, ni de faiblesse sur des crimes graves. Il s'agit plutôt d'éviter que des erreurs ou des moments d'égarement deviennent des destins brisés. Il s'agit, surtout, de permettre à notre pays de regarder de l'avant.

Notre avenir, c'est de cela que je souhaite maintenant vous parler.

Mes chers compatriotes.

Transformer, c'est notre troisième grande priorité. Et c'est sans doute la plus exigeante. Depuis plusieurs années, notre pays progresse. Il progresse en matière d'infrastructures, de stabilité économique, d'intégration régionale, de digitalisation.

Ces efforts sont réels, et ils doivent être reconnus. Nous devons maintenant franchir un cap supplémentaire.

Transformer le Togo, aujourd'hui, c'est d'abord investir dans notre première richesse. Cette richesse c'est vous, les Togolaises et les Togolais : votre éducation, votre formation professionnelle, votre santé, votre jeunesse.

Un pays ne se développe pas uniquement avec des routes, des ports et des usines, on nous le dit souvent. Il se développe avec des femmes et des hommes capables de créer, d'innover, de construire, de rêver grand.

Transformer le Togo, c'est aussi transformer nos territoires, faire en sorte que l'avenir du pays ne se joue pas seulement à Lomé, mais dans chaque préfecture, dans chaque commune, dans chaque village.

Je veux que cette transformation en cours devienne visible partout. Et je veux qu'elle soit juste. Je veux qu'elle bénéficie à toutes les catégories sociales : aux femmes, qui portent l'économie informelle ; aux jeunes, qui portent l'innovation ; aux agriculteurs, qui nourrissent la Nation ; aux entrepreneurs, qui créent de l'emploi ; aux travailleurs, qui bâissent le pays ; aux personnes vulnérables, qui ne doivent jamais être oubliées. Pour réussir tout cela, nous avons besoin de regarder au-delà de nos frontières.

Transformer notre pays demande d'ouvrir des portes, de nouer des partenariats, de défendre nos intérêts dans les enceintes africaines et internationales. Pour un pays comme le nôtre, la diplomatie est une force.

Car l'avenir du Togo dépend de notre capacité à nous insérer dans les chaînes de valeur africaines, à attirer des investisseurs, à participer aux marchés régionaux de notre continent. Ce travail extérieur n'est jamais détaché de vos réalités. Il sert un seul objectif : améliorer votre quotidien ici.

Quand je cherche des financements plus justes, c'est pour construire des routes, des écoles, des centres de santé, des hôpitaux. Quand je mobilise des investisseurs, c'est pour créer de l'emploi ici, dans notre pays. Quand je fais entendre la voix du Togo, c'est pour obtenir des règles plus équitables, alléger le poids de la dette, et

renforcer notre sécurité.

Je vous sers ici, à travers mon gouvernement et les priorités que nous nous sommes fixées. Je vous sers aussi à l'extérieur, avec la même énergie, pour répondre à vos besoins quotidiens : la sécurité, l'emploi, le coût de la vie, les services essentiels.

Togolaises, Togolais.

Mes chers compatriotes.

Protéger, rassembler, transformer : voilà notre chemin pour l'année qui vient. C'est le socle

de notre action. Il guidera chaque décision, chaque programme, chaque effort de votre Gouvernement.

Je veux une République qui vous protège mieux, qui nous rassemble davantage, qui transforme plus vite notre pays.

Je forme donc le vœu que 2026 soit une année de paix et d'équilibre, une année de progrès et d'espérance, une année de solidarité et de confiance.

Je vais donc dire à nouveau : à chaque famille togolaise mes vœux de santé, de sérénité et de réussite ; à nos jeunes, je leur dis d'avoir confiance en leur avenir ; à nos aînés, je souhaite

la reconnaissance et le respect auxquels ils ont droit ; à tous ceux qui traversent une épreuve de trouver soutien et réconfort. Je souhaite enfin que chacun soit fier de dire : je suis Togolais, je suis Togolaise.

Que Dieu bénisse donc chacune et chacun d'entre vous.

Que Dieu bénisse notre cher Togo.

Bonne et heureuse année à chacune et à chacun d'entre vous.

Grâce présidentielle :

1511 DÉTENUS RETROUVENT LA LIBERTÉ

Le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, a officiellement accordé une grâce présidentielle à 1511 condamnés. Cette décision, annoncée il y a quelques semaines lors de son adresse sur l'État de la Nation devant le Parlement, a été entérinée par décret lors du conseil des ministres du 30 décembre.

Une mesure humanitaire et sociale. Parmi les bénéficiaires de cette grâce figurent des personnes ayant purgé une longue détention, des détenus âgés, des condamnés pour des délits mineurs et des prisonniers gravement malades.

Cette libération immédiate vise à offrir une seconde chance à ces citoyens, tout en apportant un soulagement aux familles à l'occasion des fêtes de fin d'année.

Au-delà de l'aspect humanitaire, cette mesure répond à plusieurs enjeux. Pour la réduction de la population carcérale, un pas important est fait pour désengorger les établissements pénitentiaires. Dans le cas du respect des engagements internationaux, le Togo réaffirme ainsi son attachement aux principes de justice et de droits humains. Et le renforcement de la cohésion sociale en favorisant la réinsertion et en apaisant les tensions liées aux conditions de détention.

Cette grâce présidentielle constitue un geste symbolique fort, traduisant la volonté des autorités de conjuguer justice et humanité. Elle marque également une étape dans la mise en œuvre des réformes visant à améliorer le système judiciaire et pénitentiaire du pays.



Accès à l'eau potable

LE GOUVERNEMENT DÉPLOIE L'ARTILLERIE LOURDE FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE



Plusieurs régions du Togo, notamment la Kara et les Savanes, traversent une période de stress hydrique marquée par une baisse sensible des réserves d'eau. Ce phénomène, accentué par les dérèglements climatiques et une faible pluviométrie, a poussé l'exécutif à déployer un plan de riposte d'envergure mêlant urgence opérationnelle et investissements structurels.

Sous l'impulsion du Président du Conseil lors du dernier conseil des ministres de 2025, un comité de crise a été instauré. Une équipe mobile du ministère de l'Eau parcourt actuellement le territoire pour identifier et réhabiliter les points d'eau.

Le ministre Kodjo Adedze a précisé devant l'Assemblée nationale que

50 forages stratégiques, équipés de Postes d'Eau Autonomes (PEA), sont en cours de raccordement au réseau de distribution. En parallèle, 14 nouveaux forages ont été réalisés et des camions-citernes circulent pour pallier les manques les plus critiques.

Le plan gouvernemental se décline en plusieurs axes stratégiques selon les zones géographiques.

Dans la région de la Kara, un projet d'envergure de 25 milliards FCFA, soutenu par le Fonds koweïtien et la BID, est en cours pour assurer une desserte pérenne à la ville et ses environs.

Dans la région des Savanes, outre la sécurisation de l'eau pour 32 bases militaires, l'État mobilise 4,7 milliards FCFA pour Mango et Dapaong. Le projet «PND Eau», financé à hauteur

de 20 milliards FCFA par l'AFD et la BEI, viendra renforcer l'adduction dans sept localités clés.

Dans le Grand Lomé, la stratégie repose sur la réhabilitation des infrastructures existantes (12 milliards FCFA) et le renforcement de la production via 24 nouveaux forages et une meilleure exploitation des eaux de surface.

Au-delà de l'aide immédiate par citernes et forages d'appoint, le gouvernement mise sur la modernisation des stations de traitement et l'extension des réseaux. L'objectif est clair : transformer cette crise climatique en une opportunité de bâtir une infrastructure hydraulique résiliente pour l'ensemble de la population togolaise.

K. YAWO

ENTRE RÉFORMES ET CONSOLIDATION, LE PARLEMENT TOGOLAIS PRÉPARE SA REPRISE EN AVRIL



Le Sénat et l'Assemblée nationale du Togo ont respectivement clos, les 30 et 31 décembre 2025, leur deuxième session ordinaire de l'année. Cette clôture marque l'ouverture d'une intersession parlementaire de trois mois, conformément aux dispositions constitutionnelles.

Un tournant institutionnel pour le Sénat

Sous la présidence de Barry Moussa Barqué, le Sénat a consolidé ses bases institutionnelles en 2025. L'année a été marquée par deux congrès majeurs : l'élection du Président de la République et le discours sur l'état de la nation du Président du Conseil. Les sénateurs ont également ratifié des commissions, renforcé leurs capacités, et surtout adopté deux textes financiers essentiels : la loi de finances rectificative 2025 et la loi de finances 2026. Ces textes ont inauguré la pratique de la navette parlementaire, renforçant le rôle du Sénat dans l'architecture démocratique du pays.

«Notre travail est exaltant et exigeant, ensemble nous écrivons l'histoire législative de notre nation», a affirmé le Président du Sénat.

l'Assemblée nationale

De son côté, l'Assemblée nationale, dirigée par Komi Selom Klassou après un changement à sa tête, a connu une année 2025 particulièrement dense. Les députés ont examiné et adopté des lois dans des domaines variés : finances publiques, énergies, droits humains, lutte contre les flux financiers illicites. L'institution a également poursuivi son renforcement à travers des séminaires et intensifié sa diplomatie parlementaire. Les élus ont interpellé l'exécutif sur une question cruciale : les difficultés d'approvisionnement en eau potable dans certaines régions du pays. Klassou a rappelé que «le temps parlementaire est une matière précieuse, à la fois fluide et rigoureuse», exhortant les députés à rester mobilisés auprès des populations durant l'intersession.

Reprise des travaux en avril

Les activités parlementaires reprendront en avril 2026, marquant la continuité du travail législatif et du contrôle de l'action gouvernementale.

Komla Y.

Une année riche en réformes à

Un hommage au leadership du Togo

FAURE GNASSINGBE SACRE « CHAMPION DE LA PETITE ENFANCE » PAR L'UNICEF

Le Togo vient d'inscrire une nouvelle page de son engagement en faveur de l'enfance. En reconnaissance des progrès remarquables réalisés dans la vaccination et la protection des plus jeunes, le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, s'est vu décerner par l'UNICEF le prestigieux prix de « Champion de la petite enfance ». Cette distinction internationale consacre le leadership du pays et souligne la volonté constante de placer l'enfant au cœur des priorités nationales.

Un prix prestigieux pour un engagement exemplaire

Le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, a reçu ce jeudi 18 décembre 2025, le prix de « Champion de la petite enfance » décerné par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). Cette distinction lui a été remise par Gilles Fagninou, Directeur régional de l'UNICEF pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, à l'issue d'une audience consacrée au partenariat entre le Togo et l'institution onusienne.

Des avancées remarquables en matière de vaccination

Au cœur des échanges, les progrès significatifs réalisés par le Togo dans le domaine de la vaccination et de la protection de l'enfance ont été salués. Sous le leadership du Président du Conseil, le pays s'est hissé parmi les nations les plus performantes en Afrique en matière



de couverture vaccinale.

« Aujourd'hui, plus de neuf enfants sur dix âgés de moins d'un an sont vaccinés au Togo », a souligné Gilles Fagninou, qui a félicité le gouvernement pour ses efforts remarquables.

L'UNICEF réaffirme son engagement aux

côtés du Togo

En décernant ce prix, l'UNICEF reconnaît non seulement les résultats obtenus, mais aussi la vision portée par le Président du Conseil en faveur du bien-être des enfants. Gilles Fagninou a réaffirmé l'engagement constant

de son institution à accompagner le Togo dans la mise en œuvre de sa politique nationale de protection de l'enfant.

« Nous voulons renforcer ces résultats et les étendre à d'autres interventions à fort impact, afin que chaque enfant togolais puisse développer pleinement son potentiel », a-t-il précisé.

Un partenariat aligné sur les objectifs de développement durable

Le partenariat entre le Togo et l'UNICEF s'inscrit dans le Cadre de coopération du développement durable des Nations Unies 2023-2026, qui repose sur cinq axes prioritaires : la survie de l'enfant, l'éducation et le développement, la protection de l'enfant, les politiques sociales et l'efficacité des programmes.

Une reconnaissance internationale pour le Togo

Cette distinction internationale vient consacrer les efforts du Togo en matière de santé publique et de protection de l'enfance. Elle illustre la volonté du pays de placer l'enfant au cœur de ses politiques sociales et de bâtir un avenir où chaque petit Togolais bénéficie des meilleures conditions pour grandir et s'épanouir.

Germain POULI

Programme national de transferts monétaires pour 700 000 ménages vulnérables

UNE PROMESSE TENUE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DU TOGO

Le 18 décembre 2025 marque une étape historique pour le Togo. Le gouvernement vient de procéder au lancement officiel du programme national de transferts monétaires, une initiative destinée à soutenir plus de 700 000 personnes vulnérables réparties sur l'ensemble du territoire. Cette opération concrétise l'engagement pris par le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, lors de son discours sur l'État de la Nation devant les deux chambres du Parlement togolais.

Une République d'équité et de proximité

Dans son allocution devant les parlementaires, le Président du Conseil avait affirmé que l'ambition de la 5^e République est de bâtir une République moderne, fondée sur l'équité et la proximité.

« Une République forte, c'est une République qui n'abandonne personne », avait-il déclaré, insistant sur la nécessité de garantir à chaque citoyen un accès égal aux droits fondamentaux tels que l'éducation, la santé, l'eau, l'énergie et la sécurité.

Le lancement de ce programme traduit cette vision en actes, en plaçant la justice sociale et la cohésion nationale au cœur des politiques publiques.

Un soutien direct aux plus fragiles

Le dispositif cible en priorité les femmes et les enfants, les plus exposés à la pauvreté et à la vulnérabilité. Les transferts monétaires visent à améliorer les conditions de vie des ménages démunis, à renforcer leur résilience et à leur offrir un filet de sécurité contre l'exclusion sociale.

Une étape clé dans la stratégie nationale de

protection sociale

Les autorités estiment que cette opération constitue une avancée majeure dans la lutte contre la pauvreté. Elle s'inscrit dans une stratégie plus large qui inclut l'appui à l'entrepreneuriat, la couverture maladie universelle et l'éducation inclusive.

« L'inclusion ne sera pas un mot, mais une méthode. C'est là le cœur du contrat social que nous voulons rebâtir : un État plus proche, plus juste, plus protecteur », a rappelé le Président du Conseil.

Un effort budgétaire conséquent

Le budget 2026 confirme la priorité accordée aux dépenses sociales. Avec 669 milliards de francs CFA consacrés à l'inclusion et au capital humain (soit près de 48 % du total des dépenses budgétaires), contre 659 milliards en 2025, le gouvernement démontre sa volonté de renforcer durablement la protection sociale et de placer le bien-être des populations au centre de son action.

Une République qui n'abandonne personne

Le lancement du programme national de transferts monétaires illustre la détermination du Togo à bâtir une République d'équité et de proximité, fidèle à la promesse faite devant la Nation. Il marque une avancée décisive vers une société plus solidaire, où chaque citoyen, quel que soit son lieu de résidence ou sa condition sociale, peut espérer un avenir digne et inclusif.

Togoreveil

Citoyens togolais,
Conducteurs de poids lourds,
Les infrastructures routières sont un patrimoine commun que nous avons le devoir de protéger.
Les camions en surcharge détruisent précocement les routes.
Eviter les chargements hors norme, c'est garantir la longévité de la route, c'est préserver le bon état du réseau routier et de votre engin ; c'est aussi, renforcer la sécurité des biens et des personnes.
Ensemble, combattons le phénomène de la surcharge sur nos routes.

Message de la Société Autonome de Financement de l'Entretien Routier (SAFER)

Justice sociale en action :

700 000 TOGOLAIS BENEFICIENT DU PROGRAMME NATIONAL DE TRANSFERTS MONETAIRES

Le Togo a franchi une nouvelle étape dans sa politique de protection sociale avec le lancement officiel, ce jeudi 18 décembre 2025, du Programme national de transferts monétaires. Cette initiative, première composante du Programme national de protection sociale, vise à soutenir directement les ménages vulnérables à travers une assistance financière de 25 000 francs CFA.

Une opération d'envergure nationale

Au total, 700 000 personnes réparties sur l'ensemble du territoire bénéficieront de ce dispositif. Les bénéficiaires ont été identifiés sur la base d'une méthodologie rigoureuse et reconnue au plan international, garantissant l'équité et la transparence dans la sélection.

Objectifs : dignité, résilience et autonomisation

Selon le gouvernement, ce programme poursuit plusieurs objectifs à savoir l'améliorer la situation socio-économique des ménages vulnérables, le renforcement de leur résilience face aux chocs économiques et sociaux, la facilitation de la création d'emplois, notamment pour les jeunes en situation de vulnérabilité et l'autonomisation

économique, en particulier des femmes.

Il s'agit d'un instrument moderne de protection sociale, conçu pour offrir un filet de sécurité immédiat tout en consolidant la cohésion nationale.

Des canaux sécurisés pour garantir l'accès aux fonds

Les transferts monétaires sont effectués via des plateformes de mobile money telles que Mixx by Yas et Flooz, avec un suivi rigoureux pour assurer que les fonds atteignent effectivement les bénéficiaires en toute sécurité et dignité.

Un message fort de la Secrétaire Générale de la Présidence

Lors de la cérémonie de lancement, Dr Sandra Ablamba Johnson, Ministre et Secrétaire Générale de la Présidence, a souligné l'importance de cette opération : « Le programme que nous lançons ce jour s'inscrit dans le cadre de l'opérationnalisation d'instruments modernes de protection sociale, ciblés et adaptés aux réalités togolaises, capables d'offrir un filet de sécurité immédiat aux plus vulnérables, tout en stimulant la consommation, l'activité économique locale et la dignité de nos concitoyens. »

Elle a exhorté les acteurs impliqués à



garantir la bonne distribution des fonds et les bénéficiaires à en faire une utilisation judicieuse, afin de prolonger les effets positifs de cette aide dans leurs ménages.

Trois composantes pour une protection sociale intégrée

Le programme national de protection sociale comporte trois volets complémentaires : les Transferts

monétaires inconditionnels pour les ménages vulnérables, l'Emploi des jeunes, en particulier ceux en situation de vulnérabilité et l'Autonomisation économique des ménages vulnérables, notamment des femmes.

Une République qui n'abandonne personne

Avec ce lancement, le gouvernement togolais traduit en actes son

engagement à protéger les populations vulnérables, à étendre les filets sociaux et à renforcer la résilience des communautés. Ce programme illustre la volonté de bâtir une République plus juste, plus proche et plus inclusive, où chaque citoyen peut espérer un avenir digne.

Patrick NIMA

Faure Gnassingbé à Abuja

LE TOGO RÉAFFIRME SON ENGAGEMENT POUR UNE CEDEAO DES PEUPLES



Le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, a pris part ce 14 décembre 2025 à Abuja, au Nigéria à la 68e session ordinaire de la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Faure Gnassingbé a pour l'occasion réaffirmé ainsi l'engagement constant du Togo en faveur de l'intégration régionale et de la consolidation de la démocratie.

Cette rencontre au sommet qui s'inscrit dans la clôture solennelle de l'année du cinquantenaire de l'organisation, a réuni les plus hautes autorités politiques de la sous-région autour d'enjeux majeurs touchant à la paix, la stabilité institutionnelle et l'avenir du projet communautaire

ouest-africain.

Les Chefs d'Etat et de gouvernement ont à cet effet, examiné les crises sécuritaires et politiques qui continuent de fragiliser l'espace communautaire. Ils ont évoqué notamment la situation préoccupante au Bénin, consécutive à une tentative de coup d'Etat et salué la mobilisation rapide et coordonnée de la CEDEAO face à cette menace à l'ordre constitutionnel.

À cet égard, la Conférence a réitéré avec fermeté que la Communauté ne saurait transiger sur les principes de gouvernance démocratique, de respect de l'Etat de droit et de la légalité constitutionnelle, considérés comme des fondements intangibles de la stabilité régionale.

Le sommet a dressé un bilan approfondi des

cinquante années d'existence de l'organisation, mettant en lumière les acquis significatifs enregistrés dans la marche vers une « CEDEAO des peuples ».

Il ressort que l'ensemble des actions communautaires converge désormais vers un objectif central notamment le bien-être tangible des populations ouest-africaines. Le sommet a relevé par ailleurs, les défis persistants auxquels fait face la sous-région au premier rang desquels figurent le terrorisme, l'extrémisme violent, les flux migratoires incontrôlés et les tentatives récurrentes de déstabilisation politique.

Face à ces menaces multiformes, le sommet annonce la création, à l'horizon 2026, d'une brigade régionale en attente, forte de plus de mille soldats,

destinée à lutter contre l'extrémisme violent, à prévenir les changements anticonstitutionnels et à endiguer les dynamiques de déstabilisation. Cette initiative traduit la volonté des dirigeants ouest-africains de doter la CEDEAO d'outils opérationnels crédibles, capables de répondre efficacement aux impératifs de sécurité collective. Les travaux d'Abuja ont également permis une réflexion de fond sur l'avenir de la Communauté, à la lumière des défis mondiaux actuels et de leur impact sur la Vision 2050 de la CEDEAO, laquelle ambitionne de promouvoir une prospérité partagée et durable.

Les chefs d'Etat et de gouvernements ont réaffirmé leur volonté de faire de la CEDEAO une communauté fondée sur la justice sociale et le bien-être de chaque peuple. Ils ont insisté sur le renforcement de l'intégration économique régionale, érigée en socle de la réussite collective, à travers la mise en place d'un véritable marché unique, l'amélioration de la coordination fiscale et la promotion de la stabilité macroéconomique.

Des mesures concrètes ont également été évoquées pour désenclaver les zones marginalisées, impulser un développement transformateur et réduire de 25 % les taxes sur les billets d'avion, afin de stimuler le tourisme régional et la mobilité intra-communautaire.

Enfin, la Conférence a souligné la nécessité de placer les femmes et les jeunes au cœur des politiques publiques communautaires, tout en intégrant pleinement les enjeux climatiques dans les stratégies de développement. En la matière, le Togo a été cité comme un bon élève.

La 68e session ordinaire de la CEDEAO a clos ses travaux avec l'ambition renouvelée des chefs d'Etat et de gouvernement de bâtir une Afrique de l'Ouest plus sûre, plus intégrée et résolument tournée vers la prospérité pour tous.

Elysée J.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL, FAURE ESSOZIMNA GNASSINGBÉ, APPORTE DE LA JOIE AUX ENFANTS HOSPITALISÉS

À l'occasion des fêtes de fin d'année, le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, a tenu à réaffirmer son attachement profond aux enfants du Togo, symboles d'espoir et bâtisseurs de l'avenir. Dans cet esprit de solidarité et de partage, une délégation de la Présidence du Conseil s'est rendue, ce 25 décembre 2025, au Pôle Mère-Enfant de l'hôpital de Bè à Lomé. Objectif: transmettre, au nom du Président, un message de réconfort et de joie aux enfants hospitalisés et à leurs familles. La délégation a remis des kits alimentaires, des jouets récréatifs et des enveloppes aux femmes qui ont accouché, aux nouveaux-nés et aux enfants hospitalisés, en présence du personnel et des responsables de l'hôpital secondaire de Bè. Les parents des enfants bénéficiaires ont exprimé leur reconnaissance au Président du Conseil pour ces dons qui apportent du sourire à



leurs enfants en cette période de fêtes de fin d'année.

«Le Président du Conseil, Faure Gnassingbé, a pensé à nous et à

nos enfants hospitalisés en ce jour de Noël. Nous sommes satisfaites

et le remercions pour ce geste», a déclaré Madame Cécile au chevet de son enfant. «C'est une surprise. Nous sommes très contentes et honorées. Merci infiniment au Président du Conseil, Faure Gnassingbé, pour ces cadeaux qui donnent de la joie au cœur de nos enfants», a ajouté Madame Fafa, nourrice bénéficiaire de ce geste d'amour.

Le bien-être des enfants demeure une priorité constante pour le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé. Parallèlement aux programmes innovants qu'il a su initier en faveur des enfants, notamment Wezou, School AMIU, la cantine scolaire, la gratuité des frais de scolarité, et la gratuité des vaccinations contre les maladies infantiles, Faure Essozimna Gnassingbé manifeste chaque année, son amour aux enfants à travers des actions concrètes de solidarité sur toute l'étendue du territoire.

TR

Clôture du 9^e Congrès panafricain de Lomé :

DES RECOMMANDATIONS MAJEURES ET UN MANDAT STRATÉGIQUE CONFIE AU TOGO



Le Neuvième Congrès Panafricain s'est achevé, ce vendredi 12 décembre 2025 sur une Déclaration finale riche en recommandations et en engagements pour l'Afrique et ses diasporas. En confiant au Togo la mission de coordonner le suivi des décisions adoptées, les participants ont reconnu son rôle stratégique comme moteur du panafricanisme renouvelé et garant de la mise en œuvre des engagements.

Un rendez-vous historique

Réuni à Lomé du 8 au 12 décembre 2025, le Neuvième Congrès Panafricain a marqué une étape décisive dans la renaissance du panafricanisme au XXI^e siècle. Placé sous le thème « Renouveau du panafricanisme et rôle de l'Afrique dans la réforme des institutions multilatérales : mobiliser les ressources et se réinventer pour agir », ce rassemblement a réuni États africains, diasporas, institutions régionales, organisations internationales, femmes, jeunes et acteurs de la société civile.

Une vision renouvelée du panafricanisme

La Déclaration finale réaffirme le panafricanisme comme cadre stratégique de l'unité et de

l'émancipation des peuples africains et afrodescendants. Elle appelle à un front uni, enraciné dans les valeurs endogènes et la philosophie Ubuntu, pour défendre les intérêts collectifs de l'Afrique et de sa diaspora. Les jeunes et les femmes sont placés au cœur de ce leadership visionnaire, indispensable pour relever les défis globaux.

Justice réparatrice et mémoire des crimes historiques

Le Congrès a reconnu les crimes historiques – esclavage, colonisation, apartheid, pillages – comme fondement incontournable de la justice réparatrice. Il appelle à des excuses officielles, à l'ouverture de processus de réparation et à la création d'un Observatoire panafricain de la justice réparatrice et de la lutte contre le racisme. La correction des représentations cartographiques biaisées du continent est également considérée comme un acte de justice cognitive et symbolique.

Réformer le système multilatéral

Les participants ont réaffirmé l'urgence d'une réforme profonde du système international afin qu'il reflète les réalités d'un monde multipolaire. Le Consensus d'Ezulwini et la Déclaration de

Syrte sont rappelés comme références, exigeant deux sièges permanents avec droit de veto et cinq sièges non permanents pour l'Afrique au Conseil de sécurité des Nations Unies. Le Congrès encourage la constitution d'alliances transrégionales et le dialogue renforcé avec les BRICS et le G20.

Décolonisation de l'esprit et souveraineté intellectuelle

La Déclaration insiste sur la nécessité de décoloniser l'esprit par une éducation critique et endogène, fondée sur les savoirs et philosophies africaines. Les épistémologies telles que Maât, Maaya, Ubuntu et Oumah doivent être valorisées pour reconstruire l'estime de soi collective et restituer le rôle des civilisations africaines dans l'histoire universelle.

Développement autocentré et rôle de la diaspora

Le Congrès appelle à bâtir un modèle de développement autocentré, fondé sur la mobilisation des ressources endogènes et la souveraineté financière. Il propose la création d'outils panafricains tels qu'une bourse africaine des matières premières, une taxe de solidarité panafricaine et une Banque panafricaine de

développement. La diaspora est invitée à jouer un rôle stratégique dans la mobilisation des talents et des ressources.

Culture, identité et éducation

La culture et l'éducation sont reconnues comme des piliers de la renaissance africaine. La Déclaration appelle à décoloniser les systèmes éducatifs, à valoriser les langues africaines et à créer des chaires panafricaines, des archives digitales et des universités virtuelles pour structurer un espace éducatif panafricain intégré.

Femmes et jeunesse au cœur du leadership

Un hommage solennel a été rendu aux femmes d'Afrique et de la diaspora pour leur rôle déterminant dans les luttes de libération. Le Congrès insiste sur leur pleine intégration, ainsi que celle des jeunes, dans les processus décisionnels politiques, économiques et culturels.

Le rôle stratégique confié au Togo

La Déclaration finale confie à la République togolaise la mission de coordonner, en collaboration avec l'Union africaine et les diasporas, le suivi des engagements du Congrès. Le Togo devient ainsi le garant de la continuité et de l'opérationnalisation des recommandations. Le Congrès a également décidé d'institutionnaliser une Journée panafricaine en mémoire des victimes de l'esclavage et de la colonisation, d'organiser une édition tous les cinq ans et de créer un bureau permanent.

La clôture du Neuvième Congrès Panafricain de Lomé consacre une feuille de route ambitieuse pour l'Afrique et ses diasporas. En confiant au Togo la mission de coordonner le suivi, les participants ont reconnu son rôle stratégique comme capitale du panafricanisme renouvelé et moteur de l'unité africaine. Lomé s'impose désormais comme un symbole de dignité, de souveraineté et de renaissance pour le continent et ses diasporas.

Germain POULI

Pour stimuler l'investissement privé

LE TOGO BÉNÉFICIE D'UN FINANCEMENT DE 150 MILLIONS \$ DE LA BANQUE MONDIALE



Le Groupe de la Banque mondiale a approuvé ce 15 décembre 2025 un financement de 150 millions de dollars US (83,7 milliards FCFA) en faveur du Togo. Ce soutien, mobilisé via l'Association internationale de développement (IDA), marque le lancement d'une série programmatique sur trois ans visant à renforcer l'investissement privé et à favoriser la création d'emplois de qualité.

Un programme de réformes structurelles

Ce premier appui accompagne un vaste programme de réformes économiques axé sur plusieurs leviers stratégiques :

- Productivité agricole : sécurisation foncière et accès élargi au financement pour les petits exploitants.
- Infrastructures et énergie : modernisation des secteurs de l'énergie, du numérique et de la

logistique.

- Climat des affaires : amélioration de l'environnement juridique et fiscal pour attirer davantage de capitaux privés et d'investissements directs étrangers (IDE).

Selon Justin Beleoken Sanguen, représentant résident par intérim de la Banque mondiale au Togo, « s'il est pleinement mis en œuvre, ce programme triennal pourrait mobiliser jusqu'à 800 millions de dollars de capitaux additionnels et améliorer les conditions d'emploi de 73.000 personnes sur cinq ans. »

Création de l'Agence nationale du domaine et du foncier

Parmi les mesures phares figure la mise en place de l'Agence nationale du domaine et du foncier (ANDF), chargée de coordonner les politiques foncières et d'accélérer la délivrance des documents fonciers. Cette initiative vise à sécuriser les droits de propriété

et à renforcer la confiance des investisseurs.

Réformes dans le secteur énergétique

Le programme prévoit également la révision des statuts de la Compagnie Énergie Électrique du Togo (CEET) afin de renforcer sa gouvernance et d'ouvrir la voie à une plus grande participation du secteur privé, notamment dans les projets d'énergies renouvelables.

Alignement formation et emploi Enfin, les réformes incluent une meilleure articulation entre l'enseignement général et la formation technique et professionnelle. Objectif : adapter les compétences disponibles aux besoins des secteurs productifs, soutenir la formalisation des PME et favoriser la création d'emplois durables.

Elysée J.

Togo

LE BARRAGE DE NANGBÉTO MODERNISÉ, SYMBOLE DE COOPÉRATION RÉGIONALE



Les travaux de modernisation du barrage hydroélectrique de Nangbeto, entamés en 2019, viennent de s'achever. L'infrastructure a été inaugurée en fin de semaine par le ministre délégué en charge de l'énergie, Robert Eklo, aux côtés du directeur général de la Communauté électrique du Bénin (CEB), Kamirou Chabi Sika.

Un projet financé par l'Allemagne

La réhabilitation, d'un coût total de 39 millions d'euros (environ 25,5 milliards FCFA), a été financée par l'Allemagne à travers la banque KFW. Ce projet stratégique visait à restaurer et moderniser la capacité de production électrique du barrage, véritable pilier de l'alimentation énergétique du Togo et du Bénin.

Travaux réalisés

Les interventions ont porté sur :

- La réhabilitation des turbines et alternateurs
- La remise à niveau des transformateurs de puissance et installations électriques
- La modernisation des équipements de levage et de manutention
- La rénovation des systèmes de traitement et de potabilisation de l'eau

Un symbole de coopération régionale

Kamirou Chabi Sika a salué une étape décisive dans la sécurisation de la production commune. « Cet ouvrage modernisé garantit une meilleure performance, une plus grande résilience et une disponibilité accrue pour répondre aux besoins croissants des deux pays », a-t-il déclaré.

De son côté, le ministre Robert Eklo a rappelé l'importance stratégique de la centrale. Pour lui « Nangbeto demeure un symbole de coopération régionale et un levier de stabilité énergétique. »

Un ouvrage historique

Situé dans la région des Plateaux, le barrage hydroélectrique de Nangbeto est en service depuis 1987. Avec une capacité installée de 65 MW, il constitue la première et principale unité de production d'énergie commune du Togo et du Bénin.

Il est à préciser que la réhabilitation de Nangbeto marque une nouvelle ère pour la coopération énergétique entre les deux pays, renforçant la stabilité et la durabilité de leur approvisionnement électrique.



Abonnez-vous ou achetez la version pdf de votre journal dès aujourd'hui !



TOGOREVEIL
Le pari d'une actualité qui réveille

Visitez notre page web

- Politique
- Education
- Culture
- Economie
- Société

www.togoreveil.com



TOGOREVEIL

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Germain POULI

COMITÉ DE RÉDACTION

Komla YAWO

Marcela A. SOGLO

Londou KAWANA

Patrick Nima

Pégy

SERVICE COMMERCIAL ET

PUBLICITÉ

Aissaata TOURE

SECRÉTARIAT

Micheline MENSAH

INFOGRAPHIE

Alex KPATIDE (91 77 29 84)

DISTRIBUTION ET ABONNEMENT

Tél: 22 36 18 58

02 BP 20061 LOME

Adresse

585, Avenue du Grand Séminaire

Hédzenawee face Ets VINS

D'ITALIE

Tél: 22 61 12 19 / 22 36 18 58

80 02 76 54

E-mail: gpouli@yahoo.fr

Tirage

4000 Exemplaires

IMPRIMERIE

RAD GRAPHIC SARL U

CONIIA ET LE TOGO PRÉPARENT LES BATISSEURS DE DEMAIN

Les enfants togolais sur les traces des petits chinois



À Togo, l'avenir s'écrit déjà entre les mains des plus jeunes. Avec la première édition des Kids Innovation Days, Lomé a offert aux enfants une plongée dans l'univers de l'intelligence artificielle et de la robotique. Une initiative qui rappelle les ateliers technologiques de la Chine et qui place les enfants togolais sur la voie des grands innovateurs de demain.

Un événement inédit en Afrique

À quelques jours du passage à la nouvelle année 2026, Lomé a vibré au rythme de l'innovation. Le Togo a franchi une étape décisive dans sa politique éducative en accueillant la toute première édition des Kids Innovation Days, placée sous le thème « Noël de l'Intelligence Artificielle ». Organisé sous le haut parrainage du Président du Conseil togolais, Faure Essozimna GNASSINGBE, et porté par le Conseil International de l'Intelligence Artificielle (CONIIA), cet événement inédit traduit une ambition claire : initier très tôt les enfants togolais et africains aux technologies de pointe et aux défis du XXI^e siècle.

Du 22 au 24 décembre, plus de 500 enfants âgés de 7 à 17 ans se sont retrouvés à la Salle Fazao de l'Hôtel 2 Février. Dans un monde où la révolution numérique redéfinit les métiers et les sociétés, le Togo envoie un signal fort

: l'éveil scientifique et technologique des plus jeunes est désormais une priorité nationale.

Apprendre en s'amusant

Le choix de la période festive de Noël n'est pas anodin. L'événement a transformé un moment de réjouissances en une véritable opportunité d'apprentissage par le jeu. Durant trois jours, les enfants ont participé à des ateliers pratiques, découvrant les bases de l'électronique, de la robotique et des systèmes automatisés. Une approche ludique et pédagogique qui rompt avec les méthodes classiques et favorise la créativité, l'expérimentation et la confiance en soi. Porté par le CONIIA et animé par des experts venus de Chine, de Tunisie et du Togo, les Kids Innovation Days déconstruisent un préjugé tenace : l'initiation technologique ne doit pas être réservée aux grandes nations industrialisées. Le Togo démontre que l'Afrique peut former ses propres inventeurs dès l'enfance.

Émerveillement et vocations chez les enfants

Les résultats sont déjà visibles. Au-delà des ateliers, les enfants ont exprimé de véritables ambitions d'innovation. Certains rêvent de concevoir des drones, des robots ou des

systèmes automatisés. D'autres ont imaginé des projets automobiles inspirés de Tesla ou de la LIKSOFT ELEWOU, symbole du génie togolais. Ces initiatives témoignent d'une appropriation rapide et enthousiaste des outils technologiques.

Les Enfants du Togo sur les traces des petits chinois

À travers cette première édition, le Togo s'impose comme l'un des rares pays africains à initier les enfants à des technologies de pointe, dans des conditions comparables à celles observées dans les ateliers scolaires des pays industrialisés tels que la Chine, les États-Unis, le Japon, l'Inde ou encore la Corée du Sud. Une démarche audacieuse qui positionne le pays comme un précurseur régional en matière d'éducation technologique et d'intelligence artificielle. Plus qu'un simple événement, les Kids Innovation Days apparaissent comme un laboratoire d'idées et de talents, annonciateur d'une génération d'enfants déjà tournés vers l'innovation et la création. En investissant dans l'intelligence artificielle dès le plus jeune âge, le Togo fait le pari de l'avenir : celui d'une jeunesse capable d'imaginer, de concevoir et de bâtir les solutions technologiques africaines de demain.

CONIIA entre satisfaction et reconnaissance

Et c'est avec beaucoup de satisfaction que le Président de CONIIA a observé la grande mobilisation, l'intérêt, l'engagement et le sens de créativité dont on fait montre les enfants à l'occasion de ce Noël de l'Intelligence Artificielle qui a été une activité 100% pratique. « Je voudrais au nom des membres de CONIIA pour l'Afrique témoigner toute la gratitude de notre organisation au Président du Conseil de la République togolaise, Son Excellence Faure GNASSINGBE, qui a encouragé et parrainé cette initiative au profit des centaines d'enfants du Togo. Merci pour sa vision novatrice et son engagement à construire l'avenir de la nation sur la jeunesse et l'enfance qui occupent une place centrale dans nos politiques nationales. Tout en félicitant tous ces enfants ingénieux et très enthousiastes, qui seront sans doute les bâtisseurs du Togo de demain, je voudrais aussi et surtout témoigner ma gratitude aux nombreux parents qui ont offert ces moments mémorables et instructifs à leurs enfants. » a déclaré Dr Malik Morris MOUZOU, Président de CONIIA.

Suite à la page 9



Pour plus d'action et de pratique de l'IA sur le Continent

Depuis Paris, siège Europe du Conseil International de l'Intelligence Artificielle, Dr Malik Morris MOUZOU a récemment lancé un signal fort en déclarant : « L'Afrique n'est plus en phase d'initiation à l'Intelligence Artificielle. Place désormais à l'action et aux cas pratiques. »

Avec les Kids Innovation Days 2025, c'est une nouvelle page de l'histoire éducative et technologique du Togo et de l'Afrique qui s'écrit. Jamais auparavant un événement n'avait réuni, dans une ambiance festive de

Noël, des enfants de 7 à 17 ans autour de l'intelligence artificielle, de la robotique et des innovations. « Ce Noël de l'Intelligence Artificielle est le premier jalon d'une tradition : celle de former nos enfants à comprendre, maîtriser et inventer les technologies qui transformeront le monde. C'est une étape historique qui marque la volonté de l'Afrique de ne pas rester spectateur, mais acteur du progrès numérique mondial. » indique le Président du CONIIA qui rappelle que « l'intelligence artificielle et les nouvelles technologies ne sont pas seulement des outils : elles sont les clés du développement

de l'Afrique. Elles ouvrent des perspectives immenses en matière d'éducation, de santé, d'agriculture, de sécurité et de créativité. ». Et à travers cet historique événement, CONIIA s'engage à donner aux enfants l'opportunité de découvrir ces savoirs afin de les préparer à être cette génération capable de relever les défis de demain que sont : inventer des solutions africaines aux problèmes africains, renforcer la souveraineté numérique des nations africaines et porter haut la voix du continent dans la révolution technologique mondiale.

Ce Noël de l'Intelligence Artificielle restera

gravé comme le premier jalon d'une longue aventure. Les enfants togolais, désormais éveillés aux sciences et aux technologies, incarnent l'espoir d'un futur où l'Afrique ne sera plus spectatrice, mais actrice du progrès. Le pari du Togo est clair : former aujourd'hui les bâtisseurs de demain.

Modernisation de l'Université de Kara :

NOUVELLES CONSTRUCTIONS AU CAMPUS NORD REHABILITATION DES SALLES AU CAMPUS SUD



L'Université de Kara poursuit sa vision de modernisation à travers une série d'initiatives destinées à offrir un cadre d'apprentissage propice et stimulant à l'ensemble de sa communauté. Le 05 décembre 2025, la Présidente de l'institution, Professeure Prénom HOUZOU-MOUZOU, a effectué une visite de terrain au Campus Sud afin de constater l'état d'avancement des travaux de rénovation et de réhabilitation des infrastructures universitaires. Cette inspection s'inscrit dans une volonté affirmée de bâtir un environnement académique moderne

et durable. "Nous sommes inscrits dans la poursuite du processus de modernisation de notre université. Parallèlement aux infrastructures en cours de construction par le gouvernement au campus nord, nous avons initié les travaux de réhabilitation des salles de cours sur le campus sud afin d'améliorer le cadre d'apprentissage des étudiants. C'est la raison pour laquelle nous avons effectué cette visite ce matin pour constater l'état d'avancement de ces travaux", a-t-elle précisé.

Au cours de son passage, la Présidente a

surpris les étudiants en entrant dans les salles de cours pour échanger directement avec eux. Ce moment d'échanges, empreint d'espérance et de motivation, a permis de consolider le lien entre les autorités universitaires et les apprenants. Il illustre la mise en œuvre de la politique de gouvernance de proximité, qui met un accent particulier sur l'écoute et la participation. Cette démarche traduit une ambition de faire de l'Université de Kara un espace où l'excellence académique est fondée sur des infrastructures modernes, favorables à l'épanouissement intellectuel.

À la suite de sa tournée, la Présidente de l'Université, Professeure Prénom HOUZOU-MOUZOU, a exprimé sa satisfaction face au dynamisme et au niveau d'avancement des travaux. Profitant de cette occasion, elle a adressé ses meilleurs vœux pour l'année 2026 à l'ensemble des étudiants, enseignants et le personnels administratifs et techniques (PAT).

Jean KPATIKA, Correspondant TOGOREVEIL à Kara

Kara :

L'UNIVERSITÉ CÉLÈBRE LA JOURNÉE INTERNATIONALE DES MIGRANTS AVEC L'OIM



Le 18 décembre de chaque année, le monde entier consacre une journée aux migrants. Cette journée a été célébrée à l'Université de Kara afin de sensibiliser la communauté universitaire sur les risques liés à la migration illégale et les avantages dont bénéficient les migrants légalement installés. La cérémonie, présidée par M. Edem Komi AMOUDOKPO, Directeur des togolais de l'extérieur, représentant

le ministre en charge de la migration s'est déroulée en présence du Dr Kemealo ADOKI représentant la Présidente de l'institution. Elle a exprimé sa gratitude à l'OIM pour cette initiative qui vient à point nommé mettre la lumière sur le supposé paradis en Occident. Elle a également, porté un intérêt particulier à l'importance de sensibiliser la jeunesse à l'adoption des voies légales de migration. Inscrit sous le thème « Mon

histoire extraordinaire : cultures et développement », la rencontre a mis en avant les témoignages qui montrent comment la migration, lorsqu'elle est bien encadrée et respectueuse des droits humains, peut enrichir les sociétés. L'initiative est portée par l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) Togo. L'OIM, à travers la voix de sa représentante Mme Déborah ANKOU, a convié les étudiants à mûrir des réflexions sur les richesses

que représente la diversité culturelle des migrants tant sur le plan social que dans le domaine économique. Cette journée, marquée par l'expérience M. Coco De Koffi a retenu l'attention des étudiants. A cet effet, le Prof. Palakyém MOUZOU de l'Université de Kara a éveillé la conscience étudiante sur les propositions de documents illégaux. « Par rapport aux agences qui vous proposent des visas, ce ne sont pas des services étatiques, faites très

attention ! », a-t-il souligné. Les étudiants ont, à travers leurs interventions, salué le projet. Par ailleurs, la Journée internationale des migrants célébrée à l'Université de Kara n'a pas seulement été un moment de sensibilisation, mais un véritable appel à la responsabilité collective.

Jean KPATIKA, Correspondant de TOGOREVEIL à Kara

Petite enfance

L'UNION SACRÉE DU GOUVERNEMENT, DE L'ONU ET DU ROTARY POUR TRANSFORMER LA VIE DES MÈRES ET DES ENFANTS TOGOLAIS



La première édition de la Soirée de Gala pour la petite enfance a tenu toutes ses promesses ce vendredi 12 décembre 2025, à l'Hôtel 2 Février à Lomé. Organisée par le Gouvernement togolais en collaboration avec le Système des Nations Unies et le Rotary Club, cette soirée prestigieuse a mobilisé avec faste entreprises privées, institutions nationales et internationales, et personnalités publiques autour d'une cause nationale cruciale : le financement du projet de mise en place des Garderies Communautaires Intégrées dans les marchés du pays.

Un Projet Innovant au Coeur des Priorités Nationales

L'initiative vise à offrir un environnement sécurisé et stimulant aux enfants en bas âge dont les mères travaillent de longues heures dans les marchés. Plus qu'une simple garde, ces structures garantiront un suivi nutritionnel de base, des pratiques d'hygiène, la vaccination et faciliteront l'obtention des actes de naissance. Elles sont également sources de formation et d'emploi pour les jeunes. La Coordinatrice résidente du système des Nations Unies au Togo, Mme Coumba Dieng Sow, a souligné l'alignement du projet avec trois priorités nationales majeures : Le développement de l'enfant. L'autonomisation économique des femmes. L'employabilité des

jeunes dans les métiers de l'éducation et de la nutrition.

Elle a rappelé que ces objectifs répondent à une majorité des Objectifs de Développement Durable (ODD), de l'éradication de la pauvreté (ODD 1) à la réduction des inégalités (ODD 10).

Mobilisation et appel à l'engagement solidaire

Présidée par Mme Coumba Dieng Sow, en présence de l'ex-Première Ministre Mme Victoire Tomegah Dogbe, de la Représentante résidente de l'UNICEF au Togo Mme ERRINA Dia, du maire de la Commune des Lacs 1 Me Alexis Aquereburu, et du préfet du Golfe Kossivi Agbodan, la soirée a été un puissant appel à la solidarité. Me Alexis Aquereburu a témoigné de l'expérience réussie de la garderie du marché d'Aného, insistant sur le fait que «s'engager pour la petite enfance c'est construire pour demain un monde de paix et de solidarité». De son côté, la Gouverneure du district 9103 du Rotary International, Maryse Kale Adotevi, a martelé que ce projet n'est pas un simple concept, mais une «réponse concrète, innovante et profondément humaine» qui offre aux mères la tranquillité d'esprit essentielle à leur autonomisation économique. Elle a insisté sur le rôle du Rotary, dont l'engagement est

guidé par sa devise, «Servir d'abord», et son action s'inscrit dans les axes stratégiques de la santé de la mère et de l'enfant ainsi que le développement économique local.

Le représentant du Ministre des Solidarités, du Genre, de la Famille et de la Protection de l'enfance a, pour sa part, réaffirmé l'engagement du Gouvernement à placer la petite enfance au cœur de ses priorités, assurant une «utilisation judicieuse et transparente» des fonds récoltés.

«Les ressources mobilisées seront utilisées avec rigueur et transparence exclusivement au bénéfice de nos hommes et de nos mères. Je l'appelle ainsi mon peuple à tous les bons moments clés pour qu'entreprise et partenaires techniques et financiers apportent et amplifient cette volonté de solidarité», a déclaré le Secrétaire général dudit Ministère.

Un Partenariat Fructueux et des Contributions Mémorables

Le gala a réussi son pari de la mobilisation. Pour permettre au plus grand nombre de s'associer à cette œuvre, cinq catégories d'offres de partenariat avaient été établies, allant de l'Offre Bronze (500 000 FCFA) au statut Platine (à partir de 5 millions de FCFA). Platine : à partir de 5 millions FCFA. Diamant : 2 à 4 999 999 FCFA. Or : 1 à 2 millions de FCFA.

Argent : 500 001 à 1 million FCFA. Bronze : 500 000 FCFA.

En reconnaissance de leur contribution, plusieurs partenaires ont été distingués. L'UNFPA s'est illustré dans la catégorie Platine avec une contribution majeure de 100 000 dollars pour la mise en œuvre du projet. La soirée a également permis à la Coordinatrice résidente du système des nations unies au Togo de rendre hommage aux 80 ans de l'Assemblée Générale des Nations Unies et 65 ans de présence au Togo avec un défilé de mode vibrant mettant en valeur la Nana Benz et le pagne togolais, symbole d'unité et de solidarité.

L'ambiance a été sublimée par des prestations artistiques de haut niveau, des témoignages poignants et des tirages au sort offrant quatre billets d'avion par la compagnie aérienne Asky et des bons de séjour de l'Hôtel 2 Février.

Ainsi l'appel à la responsabilité commune a été largement entendu. Cette Soirée de Gala marque un tournant, posant la première pierre pour offrir à chaque enfant, chaque mère et chaque jeune au Togo le «bon départ qu'ils méritent» vers un avenir plus juste, plus humain et plus solidaire.

K.YAWO

Africube
LE BON GOÛT
DE CHEZ NOUS!

Le 1^{er} bouillon
100% naturel
100% local

WWW.AFRICUBE.TG

TOP DÉPART POUR LA CAMPAGNE DE SOUSCRIPTION À L'ASSURANCE MALADIE UNIVERSELLE (AMU-TNS)



Ce mercredi 17 décembre 2025 a été lancé dans le Grand Lomé la campagne nationale d'information, de sensibilisation et de souscription des travailleurs non-salariés (TNS) à l'Assurance Maladie Universelle. Sous l'impulsion de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS), cette étape cruciale vise à inclure les acteurs de l'économie informelle dans le système de protection sociale nationale.

La cérémonie de lancement a été présidée par Mme le Gouverneur du District Autonome du Grand Lomé, Mme Zourehatou Kassah-Traoré, en présence de Mme Kossiwavi SEDO, Directrice de la Coordination des Divisions régionales de la CNSS, représentant Mme Ingrid AWADE, Directeur général de la (CNSS). Le Préfet du Golfe, M. Kossivi Agbodan également honoré l'événement de sa présence.

Ce lancement a réuni un parterre d'autorités locales, de chefs traditionnels et, surtout, de nombreux représentants des travailleurs non-salariés (artisans, commerçants, conducteurs de taxi-motos, agriculteurs).

Un tournant historique pour l'inclusion sociale

Pour la représentante de madame le Directeur général de la CNSS, cette initiative s'inscrit directement dans la vision du président du Conseil Faure Essozimna GNASSINGBE, dont l'ambition est de garantir qu'aucun Togolais ne soit laissé pour compte face à la maladie.

« La maladie ne prévient pas, mais l'assurance maladie, si », a-t-elle martelé, soulignant que l'AMU-TNS vient réparer une injustice de longue date envers les bâtisseurs du quotidien qui étaient, jusqu'ici, exclus des dispositifs de protection sociale.

Comprendre et adhérer : L'enjeu de la proximité

Bien que la plateforme numérique de



souscription (www.tns.cnss.tg) soit opérationnelle depuis le 1er septembre 2025, la CNSS mise sur cette campagne de terrain pour lever les barrières de compréhension. L'objectif est de vulgariser les mécanismes de cotisation et de démontrer que protéger sa santé est un investissement direct pour la pérennité de son activité professionnelle.

La journée a été rythmée par plusieurs sessions de travail thématiques :

La présentation de la CNSS, Histoire, missions et modernisation des prestations; ce qu'il faut savoir sur l'AMU-TNS, les Avantages, bénéficiaires et taux de couverture; la Démonstration du processus de souscription en ligne; une séance d'échanges avec les partenaires de soins ont été les grandes lignes de la séance de travail organisée à l'issue de la cérémonie du lancement.

Un appel à la mobilisation générale

Madame le Gouverneur et la CNSS ont lancé un appel vibrant à toutes les forces vives. Les leaders d'opinion et les médias sont invités à se faire les échos de cette réforme jusque dans les quartiers les plus reculés.

La campagne de proximité dans le Grand Lomé se poursuivra activement dans les marchés et carrefours stratégiques jusqu'au 22 décembre prochain. Les travailleurs non-salariés sont vivement encouragés à se rapprocher des équipes de la CNSS pour formaliser leur immatriculation et garantir ainsi leur avenir sanitaire et celui de leurs proches. Les autorités locales à travers les voix du maire de la Commune du Golfe 2 Éric KPADE et Togbui Sedzro 4 Chef Canton d'Agoe Nyive ont rassuré des dispositions prises dans les cantons et les communes pour la bonne

tenue et la réussite de cette campagne nationale menée par la CNSS.

Démarré sur l'ensemble du territoire togolais depuis le 17 novembre 2025, cette campagne nationale se poursuivra dans le pays jusqu'au 4 janvier 2026, avec des équipes mobiles déployées dans les localités pour faciliter l'adhésion.

À propos de l'AMU-TNS

L'Assurance Maladie Universelle pour les Travailleurs Non-Salariés est un régime obligatoire permettant aux indépendants de bénéficier d'une couverture santé de qualité moyennant une cotisation adaptée à leurs revenus.

Komla YAWO

MALIM
TCHOUKOUTOU ET AWOULA

Entre Tradition & Modernité

Secteur de l'assurance au Togo

SANLAM DEVIENT SANLAM ALLIANZ ET RÉAFFIRME SON LEADERSHIP



omé, le 18 décembre 2025 – C'est dans le cadre prestigieux de l'Hôtel 2 Février que les dirigeants de Sanlam Allianz ont officiellement dévoilé, ce jeudi, la nouvelle identité de la compagnie au Togo. Fruit d'une alliance historique entre deux géants, ce changement de marque marque une étape décisive pour le marché de l'assurance togolais.

Le leader du marché togolais change de visage, mais pas d'ambition. Lors d'une conférence de presse très attendue, Bikiry Makanguile, Président du Conseil d'Administration de Sanlam Allianz, Simon Pierre Gouem Directeur général Togo et Abdellatif Mouad Directeur exécutif régional ont présenté les contours de la nouvelle marque : Sanlam Allianz.

Une union de géants pour une « force tranquille »

Ce rebranding est l'aboutissement d'une joint-

venture stratégique scellée en septembre 2023 entre le groupe sud-africain Sanlam, leader sur le continent, et l'allemand Allianz, référence mondiale de l'assurance. Ensemble, ils cumulent plus de 260 ans d'expertise et pèsent environ 2 400 milliards de FCFA de chiffre d'affaires annuel.

Pour Simon Pierre Gouem, Directeur Général de Sanlam Allianz Togo, cette alliance est synonyme de puissance sereine. « Sanlam Allianz donne une force tranquille, une force financière et une force de partage d'expérience. Seuls, nous avancions, mais à deux, nous irons beaucoup plus vite pour accompagner nos assurés », a-t-il déclaré.

Pour illustrer la stature mondiale d'Allianz, il a rappelé que le groupe a assuré des projets de légende, tels que le Titanic ou les productions cinématographiques de James Bond. Cette renommée internationale vient désormais renforcer l'ancrage africain de Sanlam pour créer le plus grand groupe de services financiers non bancaires en Afrique.

Pour situer l'enjeu global de cette transition, Abdellatif MOUAD, Directeur exécutif régional, a souligné le caractère exceptionnel de cette union. « Nous réunissons aujourd'hui Sanlam, forte de ses 110 ans d'existence, et Allianz, qui affiche environ 150 ans d'histoire. C'est un cumul de plus de 260 ans d'expertise que nous mettons au service du continent », a-t-il déclaré.

Un leader incontesté sur le marché togolais

Avec 36 % de parts de marché, Sanlam Allianz trône au sommet d'un secteur concurrentiel composé de 11 acteurs au Togo. Ce passage à une marque panafricaine unique vise à harmoniser les services dans les 27 pays où opère le groupe, tout en renforçant les capacités locales.

Les axes prioritaires de cette nouvelle ère incluent :

La digitalisation accrue : Simplification des tarifications en ligne et généralisation du paiement via Mobile Money.

L'innovation produit : Une gamme élargie couvrant l'assurance Dommages (IARD), la Vie, la santé et la gestion d'actifs.

La célérité des indemnisations : « Notre force, c'est de régler les sinistres à temps », a martelé le DG, rappelant que la qualité de service reste le pilier de la confiance.

Continuité et sérénité pour les assurés

Face à ce changement d'identité visuelle, les dirigeants se sont montrés rassurants envers leur clientèle de près de 30 millions de personnes à l'échelle du continent. Bikiry Makanguile, Président du Conseil d'Administration, a été formel.

Selon lui, « les clients n'ont pas à s'inquiéter. La société existe, le personnel reste, et tous les engagements contractuels seront respectés. Ce changement apporte un «plus» en termes de solidité et d'expertise internationale. »

Un moteur pour l'économie nationale

Au-delà de la simple protection des risques, Sanlam Allianz réaffirme son rôle d'investisseur institutionnel majeur au Togo. En mobilisant l'épargne et en accompagnant les grands projets d'infrastructure du pays, le groupe se positionne comme un partenaire stratégique du développement économique national.

En adoptant les standards « Best in Class », Sanlam Allianz Togo ne se contente pas de changer de logo ; elle ambitionne de redéfinir les standards de l'assurance pour offrir une protection moderne, accessible et résolument tournée vers l'avenir.

En résumé, Sanlam Allianz c'est 260 ans d'expertise combinée; 27 pays de présence en Afrique; 36 % de parts de marché au Togo et 24 000 collaborateurs à travers le continent.

LES DEMANDES D'ACTES D'ÉTAT CIVIL DÉSORMAIS ACCESSIBLES EN LIGNE AU TOGO

es citoyens togolais peuvent désormais effectuer en ligne leurs demandes de copies d'actes d'état civil (naissance, mariage, décès) grâce au Guichet National du Service Public. L'annonce a été faite ce 15 décembre 2025 via un conjoint du ministère de l'administration territoriale, de la gouvernance locale et des affaires coutumières, et du ministère de l'efficacité du service public et de la transformation numérique. Cette innovation marque une étape importante dans la modernisation des services administratifs et la digitalisation des démarches au Togo.

Un service déjà disponible dans cinq communes pilotes

Le dispositif est actuellement opérationnel dans cinq communes pilotes : Agoè-Nyivé 1, Golfe 1, Avé 2, Zio 2 et Lacs 1. Les habitants de ces localités peuvent accéder au service via le portail officiel service-public.gouv.tg/etat-civil.

Ce guichet numérique permet non seulement de déposer une demande en ligne, mais aussi de suivre en temps réel l'évolution du traitement du dossier. L'interface est conçue pour garantir la sécurité et la confidentialité des données personnelles.

Une extension progressive à l'échelle nationale

Selon le communiqué conjoint, le service sera progressivement étendu à l'ensemble des communes du

pays.

Cette initiative s'inscrit dans une démarche nationale de digitalisation accélérée, visant à rapprocher l'administration des citoyens et à réduire les délais de délivrance des documents officiels.

Assistance et accompagnement des usagers

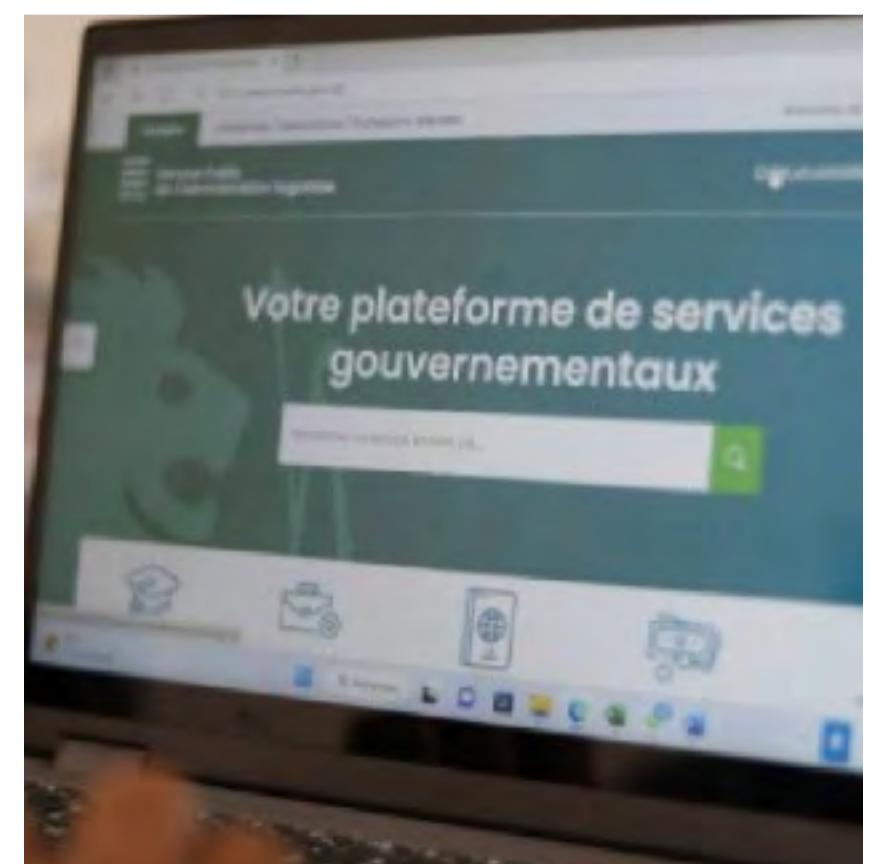
Pour faciliter l'utilisation du service, un outil de discussion en ligne est intégré au guichet numérique. Les citoyens peuvent également adresser leurs préoccupations par :

- E-mail : info@service-public.gouv.tg
- Numéro court : 8988
- Téléphone fixe : 22 23 94 70

Un engagement pour la modernisation de l'administration

Les ministres Hodabalo Awate et Cina Lawson ont réaffirmé leur volonté d'accompagner les communes dans cette transformation numérique et de moderniser la délivrance des actes d'état civil.

Cette réforme constitue une avancée majeure dans la simplification des démarches administratives au Togo, ouvrant la voie à une administration plus efficace, transparente et proche des citoyens.



Clap de fin sur la 20^e Foire de Lomé

UNE ÉDITION ANNIVERSAIRE MARQUÉE PAR UN RECORD DE FRÉQUENTATION ET UN ESSOR DES AFFAIRES



La 20^e édition de la Foire Internationale de Lomé (FIL), qui s'est tenue du 28 novembre au 14 décembre 2025, a officiellement fermé ses portes ce dimanche. À l'occasion d'un point de presse animé sur le site de la foire, Mme Judith Radji Djeri, Directrice commerciale et marketing du CETEF, a présenté les chiffres provisoires de cette édition, marquée par une fréquentation record et une dynamique économique renforcée.

Une fréquentation en nette hausse

Avec 803 000 visiteurs enregistrés avant ce dernier jour, la 20^e FIL dépasse largement les 706 000 visiteurs de l'édition précédente, confirmant l'intérêt croissant du public pour cet événement économique majeur de la sous-région. Cette affluence témoigne de l'attractivité renouvelée de la foire, qui célébrait également cette année les 40 ans du Centre Togolais des Expositions et Foires (CETEF).

Moins d'exposants, mais plus d'impact

Si le nombre d'exposants a légèrement reculé, passant de 1 300 en 2024 à 1 150 en 2025, la qualité des stands, l'innovation des produits présentés et l'engagement des participants ont été salués par les organisateurs. Les exposants ont su captiver les visiteurs et dynamiser les échanges commerciaux tout au long des 17 jours de la manifestation.

Une ouverture internationale renforcée

La foire a accueilli 26 pays participants, contre

Climat des affaires

24 l'année précédente, renforçant ainsi son positionnement comme plateforme régionale d'échanges économiques. Cette dimension internationale s'est également traduite par une hausse du nombre de sponsors et partenaires, qui sont passés de 36 à 45, apportant un soutien financier, technique et logistique déterminant.

Des rencontres B2B en forte progression

Le segment B2B a connu une croissance spectaculaire. 297 entreprises ont pris part aux rencontres professionnelles, contre 130 en 2024. Ces échanges ont donné lieu à 827 rencontres d'affaires (contre 680 l'an dernier) et 240 promesses de partenariat, illustrant l'efficacité du dispositif mis en place pour favoriser les opportunités commerciales.

En dressant le bilan provisoire de l'édition 2025 de la FIL, au nom du Directeur général du CETEF, Mme Radji Djeri a exprimé sa reconnaissance envers les autorités togolaises, les exposants, les partenaires, les médias, les forces de sécurité et surtout le public. Elle a également reconnu quelques imperfections techniques, tout en promettant des améliorations pour les éditions à venir.

Rendez-vous en 2026

La prochaine édition de la FIL est d'ores et déjà annoncée pour fin novembre - début décembre 2026. Les organisateurs appellent tous les acteurs à se mobiliser dès maintenant pour construire une foire encore plus inclusive, innovante et rayonnante.

Komla Y.

LONATO

UNE RETENUE DE 5 % DÉSORMAIS SUR LES GAINS À PARTIR DE 500.000 FCFA



Une nouvelle mesure fiscale en vigueur au Togo. Depuis le 1er janvier 2026, la Loterie Nationale Togolaise (LONATO) applique une retenue de 5 % sur tout gain égal ou supérieur à 500.000 FCFA. Cette disposition, inscrite dans la loi de finances 2026, est reversée directement à l'Office togolais des recettes (OTR).

Modalités pratiques

La retenue est effectuée à la source, avant que le joueur ne perçoive son gain. Par exemple, un ticket gagnant de 500.000 FCFA donnera lieu à un prélèvement de 25.000 FCFA, le parieur recevant donc 475.000 FCFA.

Les objectifs sont d'élargir l'assiette

fiscale et mobiliser davantage de ressources pour l'État, de renforcer la régulation du secteur des jeux de hasard, en pleine expansion au Togo et de moderniser le cadre légal des activités de la LONATO, dans la continuité des réformes engagées depuis 2023.

Pour mémoire, le secteur des jeux de loto au Togo a connu plusieurs évolutions ces dernières années, visant à accroître la transparence et à adapter son fonctionnement aux standards internationaux. Cette nouvelle mesure s'inscrit dans cette dynamique de modernisation et de responsabilisation.

K.Y.



Selon le rapport Business Ready 2025 (B-Ready) publié fin décembre par la Banque mondiale, en 2025, le Togo a enregistré la création de 14 202 nouvelles entreprises, selon les données récentes du Centre de formalités des entreprises (CFE). Ce chiffre, bien qu'en légère baisse de 4,8 % par rapport à 2024 (où 14 919 entreprises avaient vu le jour), témoigne d'un élan entrepreneurial toujours soutenu dans le pays.

Dans le détail, 11 556 entreprises ont

été fondées par des ressortissants togolais, tandis que 2 646 ont été créées par des étrangers. Cette répartition confirme l'implication croissante des nationaux dans le tissu économique local. Malgré le léger recul observé, la dynamique reste positive. Depuis plusieurs années, le Togo franchit régulièrement le seuil des 10 000 créations d'entreprises annuelles, illustrant une vitalité économique constante.

Cette performance s'inscrit dans le

sillage des réformes structurelles mises en œuvre pour améliorer le climat des affaires. La simplification des démarches administratives, la digitalisation des services publics et les mécanismes d'accompagnement des porteurs de projets ont contribué à renforcer l'attractivité du pays pour les entrepreneurs.

E.J.

KARA MUSIC AWARD, REBAPTISÉ TOGO MUSIC AWARD, S'INSCRIT DÉSORMAIS DANS UNE MISSION À CARACTÈRE PATRIOTIQUE



L'hôtel étoile de la Kozah a servi de cadre au lancement officiel de la 10 ème édition de Kara Music Award le 16 décembre passé. La cérémonie ayant réuni autorités administratives, représentants institutionnels, artistes et promoteurs culturels, a tenu toutes ses promesses dans une ambiance festive. Désormais connu sous le nom de Togo Music Award, cet évènement cherche à décentraliser la vie culturelle nationale. Il maintient son ancrage dans la région de la Kara, ville emblématique et berceau musical. Le Président du comité d'organisation, M. OURO-AGORO, a souligné les raisons de ce passage de Kara Music Award à Togo Music Award. La portée nationale de cette cérémonie musicale lui confère cette nouvelle appellation.

Dix ans d'existence, Kara Music Award fait preuve d'engagement, de passion et de résilience au profit de la culture et de la musique togolaise. L'événement Kara Music Award devenus au fil du temps un rendez-vous annuel incontournable, incarne l'amour profond pour les arts et la musique nationale. M. OURO-AGORO a saisi cette opportunité pour adresser sa vive reconnaissance au Président du Conseil, SEM Faure Essozimna



GNASSINGBE pour son ambition de faire du Togo un pays de référence dans la sous région en terme de paix et de sécurité. Il a également rendu un vibrant hommage aux forces de l'ordre et de sécurité pour leur caractère patriotique. Cette année, l'événement est inscrit sous un thème novateur et porte une mission particulière ; celle de cultiver l'esprit de collaboration entre les forces de

défense et la population à travers la mélodie et la culture. Une approche qui dévoile un moyen par excellence de renforcer les capacités des acteurs artistiques musicaux dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent sous toutes ses formes. Kara Music Award (désormais Togo Music Award) se veut être non seulement un simple évènement culturel, mais aussi

et surtout une rencontre au cours de laquelle les valeurs civiques et citoyennes sont transmises à travers l'art, la mélodie et l'humour. Officialisant la cérémonie, le Préfet de la Kozah, col. Fare BONFOH a salué l'engagement des promoteurs et des acteurs dans la construction d'une paix durable au Togo. Il a, à cet effet invité l'audience à entretenir une relation de complicité

avec les autorités accréditées pour le maintien de la stabilité. « Nous aurons la quiétude si nous collaborons avec les forces de l'ordre et de sécurité », a-t-il affirmé. Il a par ailleurs confié la mission à chaque partie prenante. « Portez le message dans vos différentes localités afin que cette collaboration soit efficace » a-t-il ajouté. Les artistes et humouristes à travers leurs voix, représentent des messagers auprès de la population. Au-delà des hommages, cette 10 ème édition s'annonce comme une célébration de la créativité et du talent des artistes togolais. Elle ambitionne de renforcer la place de la culture dans le développement national et de continuer à inspirer la jeunesse.

Un match de gala prévu le 18 décembre prochain viendra symboliser cette reconnaissance, en réunissant l'armée et la nation dans un esprit de vivre-ensemble. Un match historique pour vénérer les forces de l'ordre et de sécurité pour leur sacrifice et leur noble mission.

Jean KPATIKA, Correspondant de TOGOREVEIL à Kara

DEMENAGEZ CLEFS EN MAIN COMMENCE PAR LE PERMIS DE CONSTRUIRE !!!!
VOTRE ARCHITECTE ASSURE TOUT.

AFRIMET.....UNE AFRIQUE DES METIERS

yas

Mégas Kozooth

*Pour en faire plus et avoir
la possibilité de gagner 200%
de bonus et des smartphones*



yas.tg

#Alèz

250F
250Mo

+100F
375Mo

1 jour

***909*250#**